

Appel à communications

Corps in/visibles : Genre, religion et politique

23-24 octobre 2020, Université Laval, Québec

Organisé par Catherine Larouche (professeure adjointe, Département d'anthropologie, U. Laval)
et Florence Pasche Guignard (professeure adjointe, Faculté de théologie et de sciences religieuses, U. Laval)

Au Québec, le port de signes religieux dans l'espace public a suscité et provoque encore de nombreux débats sur la place du religieux dans la société ainsi que sur le « type » de religions autorisées dans l'espace public. Bien que ces débats soient en partie uniques au contexte québécois et à la formulation d'une loi sur le sujet, la visibilité du religieux et la gestion de sa diversité sont des questions qui animent plusieurs autres contextes à travers le monde, particulièrement ceux marqués par la pluralité religieuse ou par des tensions entre minorités et majorités religieuses.

Le corps des femmes, et sa visibilité, constitue souvent un lieu crucial de négociation des rapports entre religieux et politique. Toutefois, d'autres identités genrées sont également concernées par la question de la régulation des corps et de la place qu'on leur attribue dans les espaces religieux et politiques. Notamment, les constructions des masculinités, religieuses ou laïques, sont également révélatrices des rapports de force et d'autorité entre divers groupes sociaux.

Cet atelier interdisciplinaire propose d'examiner spécifiquement les rapports entre genre, religion et politique en se focalisant sur la question des corps dans des contextes multiples, historiques et contemporains. Individuels, collectifs, symboliques, montrés, cachés, cultivés, les corps révèlent souvent les intersections du religieux et du politique. Qu'il s'agisse des signes religieux ajoutés au corps et portés dans les sphères publiques et privées, des marquages et des modifications des corps, lors de rituels et parfois irréversibles, des pratiques de guérison ou de bien-être, ou des manières de vivre la sexualité et l'intimité, les effets et les influences des religions sur le corps soulèvent plusieurs enjeux quant à leurs répercussions et leur encadrement. Cet atelier s'intéresse donc aux façons de visibiliser ou d'invisibiliser les corps, notamment dans leurs aspects genrés, et aux négociations entre discours et pratiques religieuses (au sens large) et politiques, tant dans des contextes réputés laïcs que dans ceux où une ou plusieurs traditions religieuses ont une influence officielle plus ou moins marquée.

Cet atelier réunira des expert.e.s qui mettront en lumière une variété d'études de cas sans se limiter aux contextes nord-américains et européens, ni aux états laïcs, afin de favoriser une perspective comparative et une compréhension globale des rapports entre corps, religion et politique. Les perspectives de l'intérieur de différentes communautés permettant de mieux comprendre comment certains discours et pratiques sont vécus et ressentis sont aussi encouragées.

Nous vous invitons à soumettre des propositions de communication pouvant porter sur les thèmes suivants, dans des contextes géopolitiques et historiques variés (liste non exhaustive, à titre d'exemple) :

- Régulation des signes religieux/identitaires dans l'espace public, en particulier par rapport aux identités de genre
- Corps et pratiques de santé, encadrement des pratiques spirituelles de guérison ou de bien-être et des systèmes de médecine alternative, questions bioéthiques
- Pratiques de marquage ou d'altération des corps (altérations génitales, transplantation d'organes, etc.)
- Enjeux liés à la sexualité et la procréation (intimité, homosexualité, contraception, avortement)

Pour soumettre une proposition, veuillez envoyer un titre, un résumé de votre communication (250 mots maximum) et une courte biographie (50 mots maximum) en français ou en anglais au plus tard le 25 mars 2020 à l'adresse suivante : catherine.larouche@ant.ulaval.ca.

Sous réserve de l'obtention d'une subvention, si aucune autre source de financement personnelle n'est disponible, un soutien financier partiel pourrait être octroyé pour les déplacements à l'intérieur du Québec et pour une partie des déplacements à l'intérieur du Canada, ainsi que pour l'hébergement.

Call for contributions In/visible bodies : Gender, religion and politics

October 23-24, 2020, Université Laval, Quebec City

Organized by Catherine Larouche (Assistant Professor, Department of Anthropology, University Laval)
and Florence Pasche Guignard (Assistant Professor, Faculté de théologie et de sciences religieuses, University Laval)

In Quebec, the wearing of religious symbols in public spaces has given and continues to give rise to numerous debates about the place of religion in society, and the “types” of religions authorized in public spaces. Although such debates are partly unique to the context of Quebec and the passing of a related bill, religion’s public visibility and the management of its diversity are matters of concern in several other areas of the world, especially those characterized by religious pluralism or by tensions between religious minorities and majorities.

Women’s bodies, and their visibility, often constitute a crucial site where the relationships between religion and politics are negotiated. However, other gendered identities are also concerned with the regulation of bodies and the space they are granted in religious and political life. In particular, the construction of masculinities, religious or secular, is also indicative of the power and authority relations that tie diverse social groups together.

The aim of this interdisciplinary workshop is to examine more specifically the relationships between gender, religion and politics, by focusing on the body in various contexts, both historical and contemporary. Whether individual, collective, symbolic, shown, hidden, or cultivated, bodies often reveal the intersections of the religious and the political. The effect and influence of religions on bodies raise several issues regarding their impact and management : examples include religious signs added to the body and worn in public and private spheres, body markings and modifications during rituals and sometimes irreversible, healing or well-being practices, or ways to experience sexuality and intimacy. This workshop is therefore interested in ways bodies are made visible or invisible, especially in their gendered dimensions, and in negotiations between political and religious (in a broad sense) discourses and practices. We will focus on reputedly secular contexts and on areas where one or several religious traditions have some level of formal influence.

This workshop will feature experts who will highlight a variety of case studies, without being limited to North American and European contexts, or to secular states, in order to foster a comparative perspective and a global understanding of the relationships between the body, religion, and politics. We also encourage perspectives from within various communities, to better grasp how some discourses and practices are lived and experienced.

We invite you to submit contribution proposals that can address (but are not limited to) the following topics, in various geopolitical and historical contexts:

- Regulation of religious/identity symbols in public spaces, especially in relation to gendered identities
- Body and health practices, regulation of spiritual practices of healing or wellness and alternative medicine systems, bioethics-related issues
- Body marking or altering practices (genital modifications, organ transplants, etc.)
- Issues related to sexuality and procreation (intimacy, homosexuality, contraception, abortion)

In order to submit a proposal, please send a title, a summary of your contribution (maximum 250 words) and a short biography (maximum 50 words) in English or French by **March 25, 2020**, at the latest to the following e-mail address: catherine.larouche@ant.ulaval.ca.

Subject to obtaining a grant, if no other personal funds are available, partial financial support could be granted for travel expenses within Quebec and for part of the travel expenses in Canada, as well as for accommodation expenses.